

22-8

POLICE MUNICIPALE DE PARMAIN

2 RUE GUICHARD

95620 PARMAIN

CC  
R.V.G.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR COURRIER CENTRAL
18 MAI 2018
RECOMMANDÉ ARRIVÉ

Ministère de l'intérieur

Place Beauvau

75008 PARIS

RAPPORT D'ÉVALUATION SUR L'EMPLOI DES CAMÉRAS INDIVIDUELLES  
DES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE DE PARMAIN

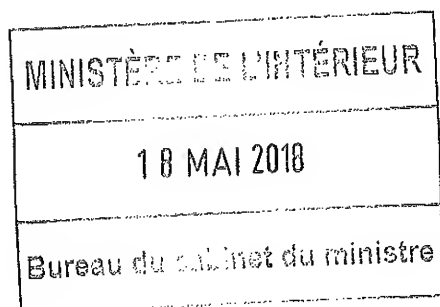
Deux caméras individuelles ont été mises en service en Novembre 2017 pour apporter des informations concrètes relatives aux interventions de la police municipale et pour constater les infractions dans le but de poursuivre leurs auteurs par la collecte de preuves dans le cadre de procédures judiciaires.

Evaluation de l'impact :

La mise en service de deux caméras individuelles par la police municipale a été annoncé sur une rubrique du journal Le Parisien en date du 11 février 2018 , sur le site internet de la ville, ainsi que par une parution sur le bulletin municipal.

Les policiers municipaux patrouillent munis de cet équipement léger qui permet d'améliorer leur protection par un effet dissuasif visuel, empêchant toute personne malveillante de commettre des exactions à leur rencontre.

Le port de caméra individuelle a suscité une attitude positive de la part de la population que nous avons croisé lors de nos prises de contact.



18-026414-A

Intervention avec déclenchement des caméras :

Aucune intervention sur la commune de PARMAN n'a nécessité l'usage des caméras individuelles sur la période de Novembre 2017 à Mars 2018

Procédures ayant nécessité la consultation des données provenant des caméras individuelles :

Aucunes données prises par les caméras individuelles ont été transféré sur le logiciel prévu à cet effet.

Aucunes réquisitions d'officier de police judiciaire n'ont été établies pour procédure judiciaire ou administratives.

Il convient de pérenniser l'utilisation de ces caméras sur le long terme pour favoriser la sécurité des agents de police municipale et pour leur permettre le constat de possibles infractions sur la commune nécessitant une preuve supplémentaire par l'image dans un but de mener à bien leurs procédures judiciaires ou administratives.

Fait à PARMAN



le 25 avril 2018